Newsletter Maroc

Juillet 2008 – n°25

Sommaire

▼ Edito	2
▼ Etendue de la réforme de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes	3
Direction générale	3
Conseil d'administration et conseil de surveillance	3
Conventions réglementées	3
Définition du contrôle	4
Fusions	4
Sanctions pénales	4
▼ Projet de loi 09-08 relatif à la protection des données personnelles	4
Contenu du projet de loi	4
Implications opérationnelles du projet de loi	6

Edito

Chers lecteurs,

Nous vous prions de bien vouloir trouver un nouveau numéro de notre newsletter Maroc. Nous avons décidé de diffuser cette Newsletter non plus de manière bimestrielle mais plus au gré de l'actualité législative.

En effet, nous avons pu constater que nos lecteurs étaient plus friands d'une prise de connaissance spontanée de l'évolution législative que d'une information récurrente.

Ainsi, vous voudrez bien trouver un article afférent à la réforme sur la Loi sur les sociétés anonymes ainsi qu'un article sur le projet de Loi relatif à la protection des données personnelles.

Vous en souhaitant bonne lecture.

Frédéric Elbar

Avocat Associé

Gérant du Bureau de Casablanca

frederic.elbar@cms-bfl.com

Wilfried Le Bihan

Avocat

Directeur du Bureau de Casablanca

wilfried.lebihan@cms-bfl.com

Etendue de la réforme de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes

La loi 20-05 modifiant et complétant la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes a été publiée au bulletin officiel, en date du 19 juin 2008. Cette loi vient moderniser de nombreuses dispositions de la loi 17-95.

Ladite loi ne contient pas de dispositions transitoires, ni de date d'entrée en vigueur, ce qui autorise à considérer, à l'exception des dispositions renvoyant expressément au décret d'application, que la loi est entrée en vigueur au jour de sa publication au bulletin officiel.

Elle vient notamment renforcer les obligations d'information des actionnaires ainsi que l'information à transmettre au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (C.D.V.M) par les sociétés faisant appel public à l'épargne.

Etudions ci-après quelques aspects saillants des amendements auxquels il a été procédé.

Direction générale

Un des principaux aspects de la loi 20-05 consiste dans le **renforcement des prérogatives du directeur général**. Les articles 47 et 74 de la loi 17-95 sont ainsi abrogés et remplacés par de nouvelles dispositions, aux termes desquelles la direction de la société est assumée soit par le président du conseil d'administration, avec le titre de président directeur général, soit par une personne physique distincte.

Le directeur général, dans la réserve des pouvoirs attribués aux assemblées d'actionnaires, au conseil d'administration, et sous réserve également de l'objet social, **est désormais investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société**.

Cela est constitutif d'un changement dans la mesure où ces attributions relevaient, avant ce nouveau texte, du président du conseil d'administration. L'article 74 *bis* nouveau prévoit d'ailleurs que **le président du conseil d'administration représente le conseil d'administration, organise et dirige les travaux de celui-ci, et veille au bon fonctionnement des organes de la société**.

Il est important de préciser que l'article 67 prévoit que la **direction générale** de la société est assumée **soit par le président du conseil d'administration**

avec le titre de président directeur général, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration. C'est au conseil d'administration qu'il revient de choisir entre ces deux modalités ; ce choix étant porté à la connaissance des actionnaires lors de la prochaine assemblée générale.

En outre, aux termes de l'article 67 *bis* nouveau, sur proposition du directeur général, **le conseil d'administration peut donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général, avec le titre de directeur général délégué**. Ces directeurs généraux délégués ont en fait vocation à **remplacer la fonction de directeur général telle qu'elle existait sous l'empire de la précédente loi**.

Dans les sociétés où la direction de la société est actuellement exercée par le seul président du conseil d'administration (sans qu'un directeur général ait été nommé pour l'assister), sous réserve de vérification de la rédaction des statuts, le changement de législation ne devrait pas avoir d'incidence à court terme. A l'inverse, dans les sociétés où il y a déjà une dissociation des fonctions (président du conseil d'administration dirigeant assisté d'un directeur général), il conviendra de modifier les statuts, car dans l'hypothèse où un directeur général est en poste, ce dernier aura légalement les pouvoirs les plus étendus pour diriger la société. En toute hypothèse, il nous apparaît opportun, du fait de l'évolution législative, de mettre à jour les statuts de vos sociétés en conséquence, ce qui nécessitera la convocation et la tenue d'une assemblée générale extraordinaire.

Conseil d'administration et Conseil de surveillance

Du fait du développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), le législateur a souhaité permettre l'insertion dans les statuts d'une disposition aux termes de laquelle, sous certaines conditions et réserves, **sont réputés présents les administrateurs participant à la réunion par visioconférence ou tout moyen permettant leur identification**. La présence physique de ces derniers ne sera donc désormais plus requise systématiquement.

Par ailleurs, l'interdiction faite aux administrateurs, membres du directoire, et membres du conseil de surveillance, autres que les personnes morales, de contracter des emprunts sous quelque forme que ce soit auprès de la société, est désormais étendue aux filiales de ladite société ou d'une société contrôlée. En effet, il est fait interdiction aux dirigeants susvisés d'une société de contracter de tels emprunts auprès des filiales et sociétés contrôlées de ladite société.

En outre, dans les sociétés anonymes à conseil d'administration, la cession par la société d'immeubles par nature de même que la cession totale ou partielle des participations figurant à son actif immobilisé doivent désormais faire l'objet d'une autorisation du conseil d'administration (article 70 de la loi).

Conventions réglementées

Les conventions conclues entre la société et les directeurs généraux délégués (confère *supra*), les administrateurs ou les directeurs généraux, doivent respecter la procédure des conventions réglementées.

Outre le directeur général délégué nouvellement ajouté, **il conviendra désormais de porter également une attention particulière aux conventions conclues par certains actionnaires.**

En effet, **les conventions conclues avec les actionnaires détenant, directement ou indirectement, plus de 5% du capital ou des droits de vote, doivent également être soumises à la procédure des conventions réglementées, et devront donc notamment être préalablement autorisées par le conseil d'administration** (l'ensemble de ces règles est transposable aux conventions conclues entre la société et les membres du directoire ou du conseil de surveillance).

Définition du contrôle

La définition donnée par la loi du contrôle d'une société par une autre a fait l'objet d'amendements. Désormais, il est tenu compte des **personnes agissant de concert**. Lesdites personnes sont définies comme les **personnes physiques ou morales qui coopèrent sur la base d'un accord formel ou tacite, oral ou écrit, visant à mettre en œuvre une politique commune** vis-à-vis de la société.

Ainsi, en application de l'article 144 de la loi, **une société est considérée comme en contrôlant une autre** notamment lorsqu'elle :

- ▮ **Détient seule ou de concert** avec un ou plusieurs actionnaires, directement ou indirectement, **une fraction lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales** de cette société ;
- ▮ **Dispose seule de la majorité des droits de vote dans cette société en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires** qui n'est pas contraire à l'intérêt de la société ;

▮ **Détermine en fait et ou de concert avec un ou plusieurs actionnaires, par les droits de vote dont elle dispose, les décisions dans les assemblées générales** de cette société.

Fusions

Le législateur a assoupli les procédures des **fusions intra-groupes**.

Ainsi, aux termes de l'article 231 modifié, **lorsqu'une même société mère détient la totalité des actions représentant le capital de la société absorbée, il n'est pas nécessaire que la fusion soit approuvée par l'assemblée générale extraordinaire de ladite société absorbée.**

L'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante statue seule sur l'opération de fusion.

Sanctions pénales

Notons enfin que le régime des différentes sanctions pénales applicables en cas de non respect des dispositions de la loi a été revu ; **la tendance étant à un allègement, tant du montant des amendes que de la durée des peines d'emprisonnement.**

Projet de loi 09-08 relatif à la protection des données personnelles

Dans le cadre du développement économique continu du pays et des mesures incitatives adoptées pour encourager les investisseurs, le législateur Marocain poursuit ses efforts de modernisation du corpus juridique.

Une illustration supplémentaire en est donnée avec le projet de loi 09-08 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, lequel, avant son adoption définitive, doit être examiné par les deux chambres du Parlement. Ce projet n'a donc, à ce stade, pas force de loi.

Après avoir analysé les dispositions du projet de loi, nous présenterons les implications opérationnelles, notamment pour les entreprises, d'une telle réglementation.

Contenu du projet de loi

L'objet du projet de loi est d'encadrer le traitement des **données personnelles**, lesquelles sont définies comme *« toute information, de quelque nature qu'elle soit et indépendamment de son support, y compris le son et l'image, concernant une personne physique identifiée ou identifiable »*.

Notons également que le **traitement** est entendu comme *« toute opération ou ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction »*.

Droits de la personne physique concernée

Les personnes physiques disposent au titre des articles 5 et suivants du projet de loi de quatre types de droits que sont (i) **le droit à l'information**, (ii) **le droit d'accès**, (iii) **le droit de rectification** et (iv) **le droit d'opposition**.

Le droit à l'information de la personne concernée porte notamment sur l'identité du responsable du traitement, les finalités du traitement. Outre ce droit à l'information, la personne concernée dispose, dans la mesure où elle justifie de son identité, d'un droit d'accès gratuit et sans délai aux informations collectées. Par ailleurs, les personnes concernées peuvent obtenir l'actualisation, la rectification, l'effacement ou le verrouillage des données personnelles collectées, notamment du fait du caractère inexact ou incomplet des informations. Enfin, pour autant qu'elle justifie de motifs légitimes, la personne concernée pourra s'opposer au traitement des données la concernant.

Au surplus, notons que l'article 10 du projet de loi prévoit **l'interdiction de la prospection directe**, laquelle est définie comme *« l'envoi de tout message destiné à promouvoir, directement ou indirectement, des biens, des services ou l'image d'une personne vendant des biens ou fournissant des services »*.

Dans tous les cas, il est interdit d'émettre, à des fins de prospection directe, des messages au moyen d'automates d'appel, télécopieurs et courriers électroniques, sans indiquer de coordonnées valables

auxquelles le destinataire puisse utilement transmettre une demande tendant à obtenir que ces communications cessent sans frais autres que ceux liés à la transmission de celle-ci.

Obligations du responsable du traitement

Selon la nature des informations collectées, le traitement va nécessiter soit (i) une autorisation préalable, soit (ii) une déclaration préalable de la part de la Commission de contrôle de la protection des données à caractère personnel.

Le projet de loi définit le responsable du traitement comme *« la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel. Lorsque les finalités et les moyens du traitement sont déterminés par des dispositions législatives ou réglementaires, le responsable du traitement doit être indiqué dans la loi d'organisation et de fonctionnement ou dans le statut de l'entité légalement ou statutairement compétente pour traiter les données à caractère personnel en cause »*.

L'autorisation préalable devra être obtenue par le responsable du traitement lorsque ledit traitement porte sur des données dites *« sensibles »*. Ces données sont entendues comme *les « données à caractère personnel qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale de la personne concernée ou qui sont relatives à sa santé y compris ses données génétiques »*.

En outre, doivent être soumises à autorisation préalable les données utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées, les données relatives aux infractions, condamnations ou mesures de sûreté, de même que les données comportant le numéro de la carte d'identité nationale de la personne concernée.

Enfin, une telle autorisation doit être donnée en cas d'interconnexion de fichiers relevant d'une ou de plusieurs personnes morales gérant un service public et dont les finalités d'intérêts publics sont différentes ou l'interconnexion de fichiers relevant d'autres personnes morales et dont les finalités principales sont différentes.

Les données personnelles dont le traitement n'est pas soumis à autorisation font l'objet d'une **déclaration préalable** à la Commission de contrôle de la protection des données à caractère

personnel. La déclaration préalable comporte l'engagement que le traitement sera effectué conformément aux dispositions de loi. Ladite déclaration a pour objet de permettre à la Commission d'exercer les compétences qui lui sont dévolues et de contrôler le respect des dispositions de la loi.

Il est important de noter que le responsable du traitement doit mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé, notamment lorsque le traitement comporte des transmissions de données dans un réseau, ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite. Ces mesures doivent assurer, compte tenu de l'état de l'art et des coûts liés à leur mise en œuvre, un niveau de sécurité approprié au regard des risques présentés par le traitement et de la nature des données à protéger.

Commission de contrôle de la protection des données à caractère personnel

La Commission de contrôle de la protection des données à caractère personnel (C.C.P.D.P), en cas d'adoption du projet sera instituée auprès du Premier Ministre et sera chargée de mettre en œuvre et de veiller au respect des dispositions de la loi.

Outre un pouvoir consultatif, la C.C.P.D.P reçoit les déclarations, délivre les autorisations susvisées, reçoit les plaintes et est également dotée de pouvoirs d'investigation et d'enquête.

Implications opérationnelles du projet de loi

Instances étatiques

Notons que les instances étatiques font l'objet, sous certaines conditions, de dispositions particulières quant au traitement des données personnelles.

En premier lieu, il convient de noter que **les données traitées dans l'intérêt de la défense nationale, de la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat sont hors du champ d'application de la loi.** Par ailleurs, il est prévu que **le traitement des données personnelles ne nécessitera pas le consentement de la personne physique concernée dans l'hypothèse où le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique.**

De même, il existe une dérogation relative aux données à caractère personnel recueillies en application d'une législation particulière qui en définit les modalités de traitement, notamment celles relatives aux enquêtes et données statistiques recueillies et traitées par des autorités publiques. Les projets ou propositions de loi portant création de fichiers relatifs aux données précitées sont communiqués à la C.C.P.D.P en précisant : l'autorité responsable du fichier, la ou les finalités du traitement, la ou les catégories de personnes concernées et les données ou les catégories de données s'y rapportant, l'origine de ces données, les tiers ou les catégories de tiers auxquels ces données peuvent être communiquées

Acteurs économiques concernés par les dispositions de la loi

Sur le plan strictement interne, nombre de secteurs économiques du marché marocain vont être impactés par les dispositions de la loi, une fois celle-ci adoptée. En effet, le traitement des données personnelles est notamment opéré par les banques, les entreprises d'assurance et de réassurance, de même que les services marketing des sociétés commerciales.

Du point de vue international, et pour soutenir les investissements, notamment dans le cadre de l'offshoring de services, secteur en forte croissance du fait des mesures incitatives prises par le Gouvernement du Royaume, l'adoption d'un texte relatif à la protection des données personnelles est apparue fondamentale.

Le cas des entreprises européennes constitue une bonne illustration de la problématique. En effet, la sous-traitance de services, opérée par les entreprises sises sur le territoire de l'Union Européenne, doit notamment respecter les dispositions de la directive 95/46/CE en date du 24 octobre 1995 laquelle prévoit en son article 25 que *« le transfert vers un pays tiers de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement, ou destinées à faire l'objet d'un traitement après leur transfert, ne peut avoir lieu que si, sous réserve du respect des dispositions nationales prises en application des autres dispositions de la présente directive, le pays tiers en question assure un niveau de protection adéquat ».*

Outre la définition d'un cadre juridique aligné sur les standards internationaux en matière de traitement des données personnelles, l'adoption de ce projet de loi 09-08 est constitutive d'un gage supplémentaire de la volonté des autorités marocaines de rassurer et d'encourager l'implantation et le développement des sociétés intervenant dans ce secteur.

Avertissement légal

Cette lettre d'information ne peut se substituer à des recommandations ou des conseils de nature juridique ou fiscale.

Titularité des droits

Cette lettre d'information est la propriété de CMS Bureau Francis Lefebvre. Toute reproduction et/ou diffusion, en tout ou partie, par quelque moyen que ce soit, est interdite sans autorisation préalable. Toute infraction constitue un acte de contrefaçon engageant les responsabilités civile et pénale de son auteur.

Directeur de la publication

Pierre-Sébastien Thill

CMS Bureau Francis Lefebvre Maroc

7, rue Assilah, 20000 Casablanca, Maroc

Tel. : +212 22 22 86 86 - Fax : +212 22 48 14 78

CMS Bureau Francis Lefebvre est membre de CMS, alliance de grands cabinets d'avocats européens offrant aux entreprises un éventail complet de services juridiques et fiscaux en Europe et dans le reste du monde. Fort de plus de 3800 collaborateurs, dont plus de 2000 avocats et 575 associés, CMS s'appuie sur 47 implantations dans le monde.

CMS Bureau Francis Lefebvre is a member of CMS, the alliance of major European law firms providing businesses with legal and tax services across Europe and beyond. Operating in 47 business centres around the world, CMS has over 575 partners, more than 2,000 legal and tax advisers and a total complement of over 3,800 staff.

Cabinets membres de CMS / CMS member firms:

CMS Adonnino Ascoli & Cavasola Scamoni, CMS Albiñana & Suárez de Lezo, CMS Bureau Francis Lefebvre, CMS Cameron McKenna LLP, CMS DeBacker, CMS Derks Star Busmann, CMS von Erlach Henrici, CMS Hasche Sigle, CMS Reich-Rohrwig Hainz.

Implantations mondiales principales
et secondaires de CMS / CMS offices
and associated offices worldwide: **Berlin, Brussels,
London, Madrid, Paris, Rome, Utrecht, Vienna,
Zurich**, Aberdeen, Amsterdam, Antwerp, Arnhem,
Beijing,

Belgrade, Bratislava, Bristol, Bucharest, Budapest,
Buenos Aires, Casablanca, Chemnitz, Cologne,
Dresden, Dusseldorf, Edinburgh, Frankfurt, Hamburg,
Hilversum, Hong Kong, Leipzig, Lyon, Marbella,
Milan, Montevideo,

www.cms-bfl.com

Moscow, Munich, New York, Prague, Sao Paulo,
Seville, Shanghai, Sofia, Strasbourg, Stuttgart,
Warsaw and Zagreb.